

L'ECONOMIE DE L'INHUMANITÉ

L'économie n'est pas une science en elle-même. Elle repose sur des paradigmes, c'est-à-dire des positions élaborées concernant la compréhension des faits.

Un paradigme pertinent pour notre époque doit rendre compte de la position dominante des banques et du système financier au sein d'économies totalement monétarisées. Il doit aussi traiter des relations entre le politique et l'économique et rendre compte de la fonction de contrôle social exercée par les pouvoirs économiques.

Il sera présenté ici les éléments fondamentaux à partir desquels on peut décrypter la tyrannie globalitaire qui s'est imposée et nous proposerons dans un autre texte les pistes qui permettent de penser l'alternative à cette inhumanité qui se répand sous nos yeux.

I - LA DOCTRINE TRANSNATIONALE : FINANCE, COMMERCE, MEDIATS

On doit à *Carl Schmitt* d'avoir présenté clairement comment la Grande-Bretagne et son oligarchie ont inventé le modèle du contrôle social indirect qui s'est systématisé et concentré avec la globalisation.

Le contrôle social indirect réside dans le contrôle de la finance, du commerce et des médias, dans quelque pays que ce soit, et au niveau mondial comme à l'heure actuelle, pour orienter les populations. Les actions sont dirigées du haut des organisations qui incarnent ces trois activités et les populations obéissent aux ordres.

I - 1 : APPROCHE DE LA GLOBALISATION

L'économie mondiale désigne l'ensemble de trois phénomènes :

- Des centres mondiaux de production.
- Une propagande mondiale diffusée par des médiats très concentrés.
- Des marchés financiers intégrés.

La mondialisation, c'est la constitution de décisions économiques à l'échelle mondiale et dotées de moyens mondiaux.

Il est utilisé fréquemment le terme de **globalisation**, pour désigner l'accroissement de la mobilité de tout ce qui est codifiable et se transporte indépendamment des hommes. Par exemple, une firme globale procède ainsi : elle décompose la chaîne de production, qui va de la recherche-développement d'un nouveau produit à sa distribution, en activités unitaires simples. Ensuite elle localise les activités sédentaires (par exemple, un supermarché proche des consommateurs éventuels) puis localise tout le reste dans les territoires qui offrent les meilleures conditions. Finalement, le commerce international est, pour plus de la moitié, un commerce entre différentes filiales de firmes globales. Cela accroît la puissance de quelques oligarchies.

En termes sociologiques, il a été proposé par *Alexandre Zinoviev* le concept d' « **occidentisme** » pour désigner la supra-société (et son idéologie) qui se construit sous nos yeux. La suprasociété utilise des organisations globales chargées d'imposer des dogmes, les nouvelles vérités révélées.

I - 1 - 1 : La religion séculière des institutions financières.

Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale sont devenus des normalisateurs de structures : ils ajustent les politiques économiques et les structures sociales des Etats au contexte mondial, c'est-à-dire aux intérêts des clans qui contrôlent les trois fonctions de la finance, du commerce et des médiats.

Ces organisations promeuvent une gouvernance, c'est-à-dire une manière d'exercer le pouvoir en matière économique et sociale, en se basant sur un édit de foi, la déclaration universelle des droits de l'homme. La gouvernance vise trois buts principaux :

- * Poursuivre et affiner la ligne de défense consistant à accuser les victimes. Les gouvernements des pays, jamais la banque mondiale, sont responsables des conséquences souvent désastreuses qui suivent les décisions prises par les organisations mondiales.

- * La gouvernance est fondée sur la campagne publicitaire permanente des droits de l'homme dont l'objet est de fabriquer des croyants et du consentement.

- * Eliminer le pouvoir des souverainetés nationales, en lui substituant un pouvoir supranational, OMC, FMI, G7, Banque Mondiale.

La banque mondiale et le FMI se partagent les rôles : Le FMI s'occupe des Etats, la Banque Mondiale encourage la mise en place d'un marché mondial unique. Les politiques d'ajustement imposées aux pays les affaiblissent politiquement, de sorte qu'ils cessent d'être un obstacle.

La banque mondiale ne met évidemment pas en pratique les principes qu'elle impose à ses clients. Elle ne rend compte de ses agissements qu'au conseil d'administration dont les membres sont nommés et non élus. C'est une structure politique centralisée, opaque et autoritaire, un véritable complexe «intello-financier» qui pratique le syndrome d'orthodoxie. La recherche économique en dehors du champ doctrinal autorisé n'est surtout pas encouragée. Les publications de la banque ont vocation à démontrer le bien-fondé des politiques souhaitées. Et, en qualité de principal employeur de consultants dans le domaine du développement, elle exerce un effet pervers sur la rigueur intellectuelle : la recherche de prébendes, gratifications et autres soultes amène à soutenir ses thèses.

Ces conditions ressemblent étrangement à celles de nombreuses institutions de recherche soviétiques au temps de Lénine. Les priorités sont explicites (la ligne) ; la hiérarchie est forte et pousse à la révérence ; les programmes de recherche sont liés aux préoccupations des groupes qui contrôlent l'occident. Les chercheurs recrutés sortent des institutions dans lesquelles prédomine la doctrine en vogue (celle de la globalisation).

I -1 - 2 : Le dogme essentiel des Organisations Globalitaires

Le dogme commun aux institutions internationales se résume en quatre propositions, invérifiables évidemment :

- * L'accroissement du commerce international explique fondamentalement la croissance du PIB. Mais évidemment il n'y a aucune possibilité de prouver cela. On peut tout aussi valablement soutenir que c'est la croissance du PIB qui a suscité la croissance des exportations européennes ou bien que l'un et l'autre (croissance et exportations) ont crû en raison d'autres facteurs.

- * La poursuite de la croissance ou du développement, sans que la différence soit bien nette entre les deux concepts, peut dégager des « gains colossaux » mais on ne précise jamais les coûts.

- * Le refus de poursuivre la libéralisation des échanges sur la planète entraînerait une situation catastrophique.

- * Le meilleur moyen de combattre le chômage en occident est de poursuivre cette libéralisation mondiale des échanges.

Le modèle économique **globalitaire** qui fonde cette dogmatique s'appuie sur la théorie des coûts comparés formulée en 1817 par Ricardo. Mais cette théorie est erronée sur un point essentiel : la structure des coûts comparés ne reste pas invariable dans le temps, sauf pour les ressources naturelles et les produits

tropicaux. Le monde de la technique avec ses innovations permanentes rend caduque la théorie des coûts comparatifs.

Il y a loin du fonctionnement réel des marchés à celui décrit par les manuels d'économie. La tendance générale de ces derniers est de raisonner comme si les marchés existants possédaient les caractéristiques idéales des manuels. Or les travaux théoriques sérieux, des prix Nobel *Gérard Debreu* à *Maurice Allais*, de *Keneth Arrow* à *Lipsey* établissent que le modèle de concurrence est totalement virtuel. Aucun de ces penseurs d'envergure n'affirme les bienfaits a priori de la **dérèglementation**, ni ne présente l'optimum économique comme la perfection concrète atteinte par la concurrence. De sorte que les fusions et concentrations actuelles résultent en réalité d'une volonté de centraliser tous les pouvoirs entre les mains d'un petit nombre de financiers : le "soviet suprême" de la finance globalitaire. Pour cela il importe de créer un monde opaque, voulu en tant que tel, et de disposer d'un moyen légal imparable : la bourse.

I - 2 : LES RAVAGES DE LA FOI GLOBALITAIRE

I - 2 - 1 : Le chômage massif.

Le libre-échangisme imposé crée partout une forte pression à la baisse des coûts. Partout on entend dire que le coût du travail non qualifié est trop élevé. Mais personne ne dit de combien...Pour survivre, les entreprises délocalisent...Le chômage résulte de charges salariales globales trop élevées au regard de la productivité externe du travail (celle des travailleurs étrangers) pour le cours des changes en vigueur.

Les effets de tout progrès technologique sont progressifs et continus. Ils ne peuvent générer du chômage massif. Le développement des machines à vapeur, des chemins de fer et de l'électricité n'a jamais été brutal. Il n'a jamais impliqué le sacrifice de générations entières. Le libre-échange détruit les investissements industriels dans les secteurs défavorisés et

nécessite de nouvelles ressources pour effectuer de nouveaux investissements.

I - 2 - 2 : La corruption généralisée.

Les économistes de la Banque mondiale ont publié, en 1997, une étude pour montrer qu'il existait une corrélation entre le niveau de corruption, l'investissement et la croissance. Depuis, des chartes inspirées du modèle américain ont fleuri partout car la corruption légale est désormais la norme.

Selon le Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC qui fonctionne en France), la corruption utilise désormais des professionnels, dénommés conseils voire intermédiaires en accomodement dans les affaires. Des sociétés spécialisées, où tout est légal, se chargent de cette activité. Deux méthodes sont répandues :

- La facturation de prestations fictives par des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux.
- Surfaturations et sous-faturations d'achats et de ventes entre sociétés liées.

Enfin, **la corruption passive et le trafic d'influence** ne sont pas couverts par la convention de l'OCDE :

- La corruption passive désigne le cas où l'initiative de la demande de pot-de-vin est prise par le décideur ou l'exécutant détenteur d'un pouvoir de décision ou d'exécution.
- Le trafic d'influence est qualifié d' "actif" lorsque la personne qui souhaite une décision en sa faveur propose des avantages à un tiers susceptible d'influencer le décideur. Le trafic d'influence est passif lorsqu'un personnage qui peut jouer un rôle dans la décision propose de sa propre initiative ses services illégaux et rémunérés.

La corruption n'est pas seulement financière. **Le favoritisme** qui conduit à sélectionner une entreprise peu efficace est une forme de pot-de-vin. C'est un sabotage. **Du point de vue de l'efficacité économique globale, la corruption réside tout autant dans le fait de recevoir un "dessous-de-table" (somme versée à un particulier pour favoriser un projet)**

non déclaré que dans celui de bâcler son travail, d'être paresseux, incompetent et sans conscience professionnelle. Chaque fois, des personnes ou des groupes vivent largement sans fournir une contribution positive à l'ensemble. **Le parasite** est aussi un corrompu.

La corruption des esprits : Cas de l'école

Dans les collèges et lycées, la justice et l'honnêteté imposerait d'honorer et de récompenser le mérite. La pédagogie compensatoire (dite de maîtrise) en honneur dans les écoles et qui consiste à ne s'occuper que des mauvais élèves ou des nouveaux venus du vaste monde est l'expression de la corruption. Le mépris du mérite chez les autochtones les pousse à fuir vers d'autres cieux, ou les engloutit dans le néant. L'objectif des satrapes qui dirigent l'éducation est le conformisme intellectuel des jeunes générations et la délation des mal pensants.

I -2 - 3 : L'instabilité engendrée.

Le processus de transnationalisation a démarré dans la finance dès la mise en place du système des changes fixes créé à Bretton-Woods en 1944. Au cours de la conférence s'affrontèrent deux conceptions :

- Les banques des USA souhaitaient développer leurs activités à l'étranger, et profiter de la reconstruction de l'Europe. Elles voulaient un Système Monétaire International (SMI) conforme à leurs intérêts, fondé sur la liberté des capitaux à court terme (les capitaux spéculatifs), sauf cas particulier.
- Les Européens, par l'intermédiaire de Keynes, souhaitaient au contraire contrôler les mouvements de capitaux spéculatifs.

Les banques américaines eurent gain de cause. Le Système de Bretton-Woods n'imposait pas, aux pays d'accueil, de renvoyer les capitaux à court terme. Il ne prévoyait pas de Banque

Centrale Internationale pour créer les liquidités nécessaires au commerce international et pour les répartir. La transnationalisation devenait possible. La dérèglementation des marchés financiers et les innovations du quart de siècle écoulé ont favorisé une intégration globale dans un non système monétaire international centré sur le dollar. Cette situation est négative, pour au moins deux raisons qui s'enchevêtrent : la centralisation du pouvoir ; l'obsession de la liquidité.

a) La centralisation du pouvoir. Le pouvoir financier sépare la gestion des firmes de leur propriété, et le management du reste du salariat. L'autonomie acquise est un des facteurs du pouvoir global de la finance, justifié par le thème de la gouvernance, concept qui regroupe vaguement l'ensemble des décisions favorables à la croissance économique. La *Banque mondiale* désigne par gouvernance les méthodes qui lui paraissent capables d'assurer une bonne gestion du développement.

b) La liquéfaction du monde. La finance n'a qu'une obsession, **la liquidité**, possibilité de vendre toute chose à tout instant, à un niveau de prix qui représente la norme temporaire de référence. Les groupes financiers procèdent donc à la **liquéfaction** du monde. Le foisonnement des techniques de couverture et de spéculation (ce sont les mêmes) est l'expression d'un déplacement du pouvoir. Les États ont abandonné l'action collective de coopération et laissé au système financier l'essentiel des responsabilités pour organiser la division mondiale du travail. Un vaste ensemble de transformations a été nécessaire pour en arriver là, synthétisé par deux dimensions : **la codification (intervenants, cotations,...) ; la standardisation : des bilans, des règles comptables, des produits financiers,...** Ces évolutions reposent sur le principe général du mensonge monétaire

c) Le mensonge monétaire. L'activité économique, envisagée sous l'angle monétaire, est un ensemble de dettes qui circulent sans espoir d'extinction. Toute monnaie est créée par endettement et ne se rembourse jamais. La manière dont naissent et se

transforment les créances est à explorer si l'on souhaite comprendre les manipulations financières. Que ce soit les pays émergents, les devises, les pays en développement, les entreprises classées par secteurs, les collectivités publiques, les nouvelles technologies...les financiers globalitaires développent l'endettement : **ils gonflent les créances puis les dégonflent**. Les banques ne peuvent faire faillite ainsi que l'a avoué *Paul Volcker* (ancien responsable du FED) lors d'une conférence tenue devant l'Association Française des Banques, le 1^{er} juin 1988 après l'amorce de krach à *Wall Street* le 19 octobre 1987. Mais les crédits qui ne débouchent pas sur une création de richesses sont de faux droits. En conséquence, les créateurs de faux droits ne sont pas sanctionnés. La **criminalité financière** gagne à tous les coups à travers l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

- Le pillage des contribuables. Les exportateurs sont indemnisés par des assurances ou des fonds publics ; les banques bénéficient de déductions fiscales pour leurs pertes...

- La cavalerie. Si les débiteurs se trouvent dans l'incapacité de payer, les banques prêtent la veille de l'échéance la somme qui sera remboursée le lendemain.

- Les innovations financières. La *titrisation* et la *défaillance* sont des techniques par lesquelles les financiers créent des parts de fonds communs à partir de prêts. Par ces astuces, des dettes illiquides, non négociables, portées par une banque, donnent naissance à des titres les représentant. Titrisation et défaillance ont un objectif inadmissible dans une société d'humains responsables : **étaier les pertes** de façon à ne pas déclarer la cessation de paiements et d'échapper à la liquidation judiciaire qui découlerait de l'application des règles en vigueur. Les financiers ont ensuite la possibilité de parler de "décote", expression d'un jugement négatif sur la solvabilité des débiteurs. La "**marchéisation**" reporte les risques sur les salariés-épargnants.

L'usage de ces techniques accroît le nombre d'informations à

prendre en considération dans la gestion quotidienne et débouche sur des décisions irrationnelles.

La mondialisation est organisée systématiquement car elle est le retour à des situations d'impunité, d'opacité et d'illégalité. Le marché mondial permet de généraliser les conflits d'intérêt, la guerre de tous contre tous : entre catégories socio-professionnelles (paysans, fonctionnaires, retraités,...), entre territoires (délocalisations), mais aussi sexes et ethnies, ...puisque toutes les richesses sont transformées en titres financiers dont la valeur fluctue au gré de la bourse.....

I - 3 : Le socle occidentiste : le non-être

La promotion du marchand, la volonté de le placer comme absolu ressort de la superstition abrahamique et de son montage idéologique. Le marchand absolu est atteint du syndrome raciste de l'élus, qui ramène les autres au niveau de la simple marchandise. On doit à Robert Jaulin d'avoir présenté clairement cette structure de l'horreur totalitaire du monothéisme. La coupure marchand / marchandise va de pair avec l'organisation sociale de l'exclusion. Le marchand ramène le réel à ce qu'il possède. Et ce qu'il possède, soit il le soumet en esclavage, soit il le considère comme nul, inexistant, soit le sacralise. Le marchand absolu assimile un salarié à un capitaliste. Le slogan est désormais entré dans les têtes : *"quoi que tu fasses, tu dois le faire en PROFESSIONNEL "*. Toutes les activités humaines sont professionnalisées. Cela permet d'autonomiser, pour les capitaliser, les comparer et les vendre, toutes les compétences et les multiples qualifications qui donnent vie au marché illimité des ressources humaines. Les réformes sociales visent à détruire les "rentes" du diplôme, les hiérarchies restantes, au profit de l'affranchissement généralisé des ressources humaines détachées de toute communauté. Ces horreurs sont présentées sous l'angle de la démocratie et de l'anti-totalitarisme. En réalité, les produits culturels et les opinions conformistes ont finalement remplacé la culture et chacun est devenu un objet.

Le marchand absolu, seul élu dans un monde d'objets répand autour de lui la destruction, sous deux formes : le populicide, l'aliénation.

I - 3 - 1 : Le populicide

Les Organes dirigeants de l'Europe appliquent les deux formes de la violence totalitaire : celle qui est menée pour le bien des hommes, celle destinée à leur nuire. Les deux formes se confondent puisque ces organes déguisent ce qui nuit aux peuples sous la robe sans couture de ce qui est nécessaire au bien en soi. L'ethnocide des peuples autochtones est justifié par le bien qu'il apporte aux non-européens et par le bonheur qu'il fait naître chez les anti-racistes à travers les sommes fabuleuses que pillent ces groupes.

Les organes de l'enseignement, de la justice et des médias ont besoin de racistes comme les bolchéviks avaient besoin d'opprimés. Le besoin qu'à le pouvoir infâme d'ennemis racistes menaçants a une réponse banale : contre eux, la race supérieure des trafiquants pieux dirige la haine de la population, hargne qui s'est accumulée depuis quelques années de façon terrifiante. Politiciens véreux, pègre médiatique, traîtres en tous genres se déchargent sur les autochtones déguisés en racistes des conséquences de leur sottise.

La prédication antiraciste de la petite bourgeoisie aliénée est une contrainte d'acceptation d'être esclave dans son propre pays. Les traîtres applaudissent au patriotisme des étrangers, notamment celui de leurs maîtres, et n'admettent même pas l'idée d'un patriotisme pour les peuples les plus malheureux et les plus écrasés, les peuples européens autochtones. La trahison hideuse consiste à vouloir nier toute spécificité culturelle et humaine à quiconque en Europe. Le prolétariat intellectuel qui éructe notamment dans l'enseignement vit dans la misère intellectuelle et financière pendant que la race supérieure des purs qui les

aliène et les détruit vit dans le luxe et s'enrichit par cette prédication...

La stratégie classique est donc en place : les maîtres de l'Europe s'entourent de bataillons d'origine étrangère dont quelques-uns seront leurs agents les plus dévoués pour salir les autochtones ou réprimer d'éventuelles révoltes d'origine locale. D'ailleurs, en France, les équarrisseurs de 1871 n'utilisèrent-ils pas des "provinciaux" contre les communards parisiens ? Désormais, les bataillons proviennent du vaste monde...

I - 3 - 2 : La maison des morts.

Un pouvoir infâme s'est installé en Europe, subrepticement, sous le masque du bien. Ce pouvoir use de la disjonction entre les parties de l'Europe qu'il soumet et dont il affirme être le lien, la valeur-unité. La structure de ce pouvoir est prise en charge par les petits fonctionnaires des États. Car le totalitarisme n'est pas le simple fait des groupes capitalo-théocratiques et des traîtres du janissariat politique. Il s'appuie sur la complicité des humbles, des petits-bourgeois bien-pensants de l'enseignement et des médiats.

En instaurant comme divinité l'antiracisme et les récits pieux de l'histoire du XX^e siècle, le pouvoir infâme reprend le geste d'Abraham instaurant son pouvoir sur Pharaon et Abimélek au moyen de yahvé, un dieu étranger à ces deux rois. La fausse alliance établie entre le groupe des dévots et le dieu de la négation de la pensée conduit les autochtones, comme Pharaon, à la ruine et à la stérilité. Le gang des ethnocideurs, à la façon des imposteurs monothéistes, se place du côté des niaiseries "transcendantales", l'antiracisme et l'histoire sainte.

Le pouvoir rend libre lorsqu'il est lié à une identité assumée, collective, culturelle. A partir du XVIII^e siècle, les enseignants avaient libéré les Européens de l'obscurantisme. Ils sont aujourd'hui sommés de collaborer à l'ethnocide de leur peuple et à son abrutissement depuis que le suprapouvoir occidentiste a

repris à son compte le modèle totalitaire de la bible : l'exclusion et l'élection.

La foi en quelques slogans ridicules, la haine de son frère, le mensonge pieux voulu et célébré comme un culte éliminent en Europe le sens de la Cité, la connaissance du lien fondamental pour toute démocratie entre le politique et le social et, pour les peuples du continent, l'appartenance à une communauté pan-européenne. Le patriotisme de civilisation, méconnu, enfonce dans l'oubli la qualité, le souci d'être à soi que véhiculait nos ancêtres. Les Européens sont en train de disparaître en tant que nations. Le collectivisme de l'école, l'ethnocide forcené, les purges permanentes contre les récalcitrants, tout cela a déjà abattu l'Europe. Les centres de gravité se sont déplacés vers l'Amérique, l'État d'Israël et divers pays musulmans. Combien de temps peut-on conserver des mœurs et des institutions de son choix sans volonté de les défendre ? La mort a déjà commencé le travail de décomposition des peuples et des cultures. Dans des États infectés par la vérole partisane que transmet bêtement un amas de petits fonctionnaires aliénés, les luttes à mort sont prévisibles, inspirées par des idéologies d'essence religieuse. La lutte féroce qui se déroule déjà dans les écoles et les universités expose que des idéologues, de la barbarie, l'étendard sanglant est levé.

CONCLUSION : LA SERVITUDE VOLONTAIRE

Les congrégations transnationales sont toutes puissantes. De cela, chacun en convient. Et les menaces qu'elles font peser sont sans commune mesure avec les possibilités de se faire respecter dont dispose un individu, un petit groupe, voire un État.

Le discours de la violence imposée repose sur l'affirmation **qu'il faut céder**, devenir l'instrument de cette puissance : la servir. L'entente des congrégations avec les consistoires médiatiques est indispensable pour que chacun soit désarmé face aux désirs des maîtres, et même conditionné à accepter. Tout est alors outragé : ressources naturelles, matérielles et humaines.

La présence des États n'est plus un inconvénient pour les nouveaux seigneurs. Au contraire, l'articulation entre les deux est parfaitement huilée : les hommes de l'État ont accepté la **servitude volontaire** en échange de plats de lentilles.

L'esclavage librement consenti s'est généralisé au fur et à mesure de la montée des factions se réclamant de la gauche : les seigneurs de la richesse savent donner aux pauvres et entretenir grassement syndicalistes, prédicateurs médiatiques et autres pseudo-artistes qui favorisent en retour leurs plans les plus obscènes.

La servitude actuelle ne se confond pas avec la soumission, l'obéissance ou la fidélité (partisane, mafieuse,...). C'est une mécanique qui fonctionne en l'absence d'identité collective effective, lorsque le jugement n'a pas de place et que les moyens d'acquérir la connaissance nécessaire à la formation d'un jugement sont absents. Le recours à de pseudo-experts, à des justifications techniques, parfois vagues mais souvent pléthoriques, est un cas fort répandu d'incitation des non initiés à la servitude. Comment ne pas baisser la tête devant la panoplie des salariés et autres stipendiés qui récitent le discours pour lequel on les paie ? D'autant que les spécialistes en communication trouvent des métaphores, des slogans, vendent parfaitement un produit, une action, un fait qui ne tiendra pas ses promesses, évidemment. Mais qu'attendre des charlatans de l'image, sinon rendre alléchants des avantages imaginaires, comme dans toute prophétie ? La séquence de la violence est ainsi imposée à la population : inaptitude à prendre position face aux projets des transnationales ; impuissance à décider quelles en seront les conséquences effectives. Bref, apolitisme officiel, abstention, obéissance des humains d'en bas, du bétail.

L'arrogance et le mépris des congrégations qui s'auto-proclament dépositaires de ce qui est bien pour tous sont sans limites et souvent solidaires de la puissance publique : elles obtiennent fréquemment de camoufler leurs intérêts derrière les timbres

ministériels, preuve de l'implication du janissariat politique. Les rapports d'expertise sont alors considérés comme vérités d'Etat.

La violence qui conduit à la servitude volontaire repose sur trois principes : la continuité de l'action, l'argent qui y est affecté, l'information qui donne les justifications mensongères et aveugle.

Les hommes ont été dépouillés de leurs capacités au profit des congrégations et de leurs comparses politiques. Le peuple a disparu.